

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**AFFECTATION POUR LES CHÈQUES PERMIS, SUBVENTION EXCEPTIONNELLE MISSION LOCALE
DE MONTREUIL, AFFECTATION ECOLE DE PRODUCTION ARGENTEUIL**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS.....	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION.....	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION.....	8
Annexe 1 : Fiche projet ML Montreuil.....	9
Annexe 2 : Convention ML Montreuil.....	12
Annexe 3 : Fiche projet EP Argenteuil.....	17

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Objet du rapport

Le présent rapport a pour objet :

- d'affecter une autorisation d'engagement de **7 000 000 €** pour le dispositif « chèque permis de conduire » ;
- d'attribuer une subvention exceptionnelle unique à la Mission Intercommunale pour l'Emploi des Jeunes 4-93 de Montreuil (93) à **hauteur de 250 000 €** ;
- d'affecter une autorisation de programme de **100 000€** au titre du dispositif « Soutien aux Ecoles de Production ».

2. Contexte et financement

a) Aide au permis de conduire

Afin de faciliter l'accès à l'emploi des jeunes franciliens, la Région a décidé de financer à hauteur de 1 300 euros le permis de conduire pour les jeunes en insertion professionnelle.

Rénovée à l'automne 2022, cette aide renommée « Chèque permis de conduire » a généré une forte croissance des demandes allant jusqu'à près de 4 000 demandes mensuelles, confirmant ainsi le succès de ce dispositif.

Aussi, les prévisions de chèque émis sur 2023 s'élèvent à plus de 30 000. Après une première affectation de 8 000 000 € en janvier, une seconde affectation de 25 000 000 € en juin, la présente délibération propose donc une nouvelle affectation de 7 000 000 € pour financer les demandes à venir pour la fin d'année 2023.

Compte-tenu de l'insuffisance des crédits, il est proposé d'effectuer deux transferts d'autorisation d'engagement :

- d'un montant de 5 400 000 €, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-003 « formations qualifiantes et métiers », action 12500301 « formations qualifiantes et métiers » du budget 2023 ;
- d'un montant de 1 600 000 €, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 252 « Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi », programme HP252-002 « formations complémentaires et innovantes », action 12500201 « formations complémentaires et innovantes » du budget 2023, vers le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 255 « Rémunération des stagiaires », programme HP255-009 « Rémunération des stagiaires et frais annexes », action 12500901 « Rémunération des stagiaires et mesures d'accompagnement ».

b) Attribution d'une subvention exceptionnelle unique à la Mission Intercommunale pour l'Emploi des Jeunes 4-93 de Montreuil (93)

Les missions locales franciliennes sont soutenues financièrement en 2023 par la région au titre de la convention d'objectifs et de moyens adoptés lors du CR 2022-084 du 12 décembre 2022. Celle-

ci prévoit la possibilité de financer exceptionnellement une mission locale qui présenterait de graves problèmes de trésorerie.

Dans ce cadre, la Mission Intercommunale pour l'Emploi des Jeunes 4-93 de Montreuil qui a absorbé le territoire de la Mission locale de Bondy au 1^{er} janvier 2023 fait face à de lourdes difficultés financières objectivées et documentées. Compte tenu de sa situation, il est décidé de lui attribuer une subvention exceptionnelle unique d'un montant de **250 000 €**.

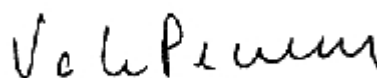
c) Ecole de production d'Argenteuil à Argenteuil (95) – Acquisition d'équipements pédagogiques

L'Ecole de Production d'Argenteuil, la Factory Academy, est un établissement privé d'enseignement à but non lucratif, qui appartient au réseau de la Fédération Nationale des Ecoles de Production. Elle prépare au CAP diplôme d'Etat - Conducteur d'installation de production (CIP) en deux ans conformément au référentiel académique. L'ambition de l'école est d'accompagner, de valoriser et de former des jeunes entre 15 et 18 ans à un métier industriel (métier de l'usinage). En confrontant les élèves à la réalité du monde professionnel, l'école répond aux besoins des entreprises en matière de recrutement. L'école doit procéder à l'acquisition de machines spécifiques afin les élèves puissent satisfaire des commandes d'entreprises ou de particuliers. La partie pratique/technique, d'une durée 25h/semaine, est transmise dans l'atelier, à l'aide des machines par des Maîtres Professionnels, experts dans leur domaine. Les matières théoriques sont de 10h/semaine.

L'école de production ouvrira ses portes en octobre 2023 et formera 40 jeunes d'ici 2025. L'acquisition d'équipements pédagogiques comprendra des tours parallèles à charioter et fileter, des fraiseuses universelles, une perceuse fraiseuse, deux centres d'usinage ainsi que des tours à banc incliné.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 21 SEPTEMBRE 2023

AFFECTATION POUR LES CHÈQUES PERMIS, SUBVENTION EXCEPTIONNELLE MISSION LOCALE DE MONTREUIL, AFFECTATION ECOLE DE PRODUCTION ARGENTEUIL

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU la décision n° 2012-21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général (notifiée sous le numéro C (2011) 9380), texte présentant de l'intérêt pour l'EEE ;

VU le règlement de minimis, (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020.

VU le code de l'éducation, notamment l'article L214-14 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 modifiée généralisant le revenu de solidarité active et reformant les politiques d'insertion ;

VU la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

VU la délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens modifiée ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2018-135 du 16 mars 2018 portant mise en œuvre du Plan d'investissement dans les compétences : approbation de la convention et la mobilisation du programme acquisition des savoirs de base ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 portant adoption du Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CR 2020-017 du 11 juin 2020 relative au pacte régional d'investissement dans les compétences 2020 et à la convention cadre région Île-de-France et Pôle emploi 2020-

2023 ;

VU la délibération n° CP 2020-044 du 4 mars 2020 relative à la rémunération des stagiaires et aux frais de gestion 1^{ère} affectation – Convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ou son Président modifiée ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-050 du 2 juillet 2021 relative à une Région toujours plus solidaire ;

VU la délibération N° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration de clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-462 du 19 novembre 2021 relative à la convention entre la Région et l'ASP - Frais de gestion ASP 2022 - Remises gracieuses - Règlement d'intervention "Rémunération des stagiaires" ;

VU la délibération n° CP 2022-150 du 23 mars 2022 relative au soutien aux écoles de production ;

VU la délibération n° CR 2022-084 du 12 décembre 2022 relative au financement 2023 des missions locales, au partenariat CARIF et OREF d'Île-de-France 2023-2027, au dispositif chèques mobilité et à la gratuité des transports ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et relatif aux méthodes comptables et la durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-094 du 29 mars 2023 relative à la gratuité des transports pour les jeunes en insertion, solde de la subvention 2022, subventions exceptionnelles et modification du règlement d'intervention « appui à l'orientation des Franciliens » ;

VU la délibération n°CP2023-154 du 01 juin 2023 relative au soutien financier régional aux missions locales franciliennes au titre de l'année 2023 et aide au permis de conduire ;

VU la délibération n°CP2023-155 du 01 juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2^{ème} rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de la jeunesse, de la promesse républicaine et de l'insertion professionnelle ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-315 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Autorisation d'engagement dans le cadre du dispositif « Chèque permis de conduire »

Affecte une autorisation d'engagement de **7 000 000 €**, au titre du PRIC, pour le dispositif « chèque permis de conduire », disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 255 « Rémunération des stagiaires », programme HP 255-009 « rémunération des stagiaires et frais annexes », action 12500901 « Rémunération des stagiaires et mesures d'accompagnement », du budget 2023 (D2300520).

Article 2 : Attribution d'une subvention exceptionnelle à la Mission Intercommunale pour l'Emploi des Jeunes 4-93 de Montreuil (93)

Attribue une subvention exceptionnelle à la mission locale MIEJ 4-93 de Montreuil pour faire face aux difficultés financières détaillé en annexe 1 qu'elle rencontre notamment suite à la reprise de l'activité de la Mission Locale de Bondy (93).

Subordonne le versement de la subvention à la signature de convention en annexe 2 à la présente délibération.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de **250 000 €** sur le chapitre 932 « Enseignement formation professionnelle et apprentissage », Code fonctionnel 256 « Autres », Programme HP 256-011 « Orientation et accompagnement des jeunes », Action 12501103 « Structures d'insertion des jeunes », du budget 2023 de la région Île-de-France.

Article 3 : Soutien aux Ecoles de Production

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux Ecoles de Production », au financement du projet détaillé en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 100 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la conclusion, avec son bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type «investissement Soutien aux travaux et équipements dans les Ecoles de Production» adoptée par la délibération n° CP 2022-150 du 23 mars 2022, modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **100 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement, formation professionnelle et apprentissage» - code fonctionnel 256 « autres », programme HP 256-010 (125010) « Ecoles de production », action 12501001 «Ecoles de production», du budget 2023.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiche projet ML Montreuil

DOSSIER N° 23006571 - Attribution d'une subvention exceptionnelle à la Mission Intercommunale pour l'Emploi des Jeunes 4-93 de Montreuil (93)

Dispositif : Subventions de fonctionnement Missions locales (n° 00000263)

Délibération Cadre : CP2019-107 du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 932-256-65748-125011-400

Action : 12501103- Structures d'insertion des jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	250 000,00 € HT	100,00 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MIEJ 4-93 MISSION INTERCOM EMPLOI JEUNES 4-93
Adresse administrative : 15 AVENUE DE LA RESISTANCE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur François GUIMBRETIERE, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention exceptionnelle à la Mission Intercommunale pour l'Emploi des Jeunes 4-93 de Montreuil (93)

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Subvention exceptionnelle

Description :

Les missions locales franciliennes sont soutenues financièrement en 2023 par la région au titre de la convention d'objectifs et de moyens adoptés lors du CR 2022-084 du 12 décembre 2022.

Aussi, au vu des difficultés financières, documentées et objectivées, que rencontre la structure, et comme prévu dans ce cas de figure par la convention d'objectifs et de moyens adoptée lors du CR 2022-084 du 12 décembre 2022, il est décidé d'attribuer une subvention exceptionnelle à la Mission Intercommunale pour l'Emploi des Jeunes 4-93 de Montreuil (93) d'un montant de 250 000 €.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Annexe 2 : Convention ML Montreuil

CONVENTION N° 23R93MLMONF-EX

SUBVENTION REGIONALE EXCEPTIONNELLE

Opération :

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2023-315 du 21 septembre 2023,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Mission Locale MIEJ 4-93 de Montreuil...
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir un soutien financier exceptionnel, attribué par la délibération de l'assemblée délibérante n° CP 2023-315 du 21 septembre 2023.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement., et des conditions suivantes.

L'activité du bénéficiaire qui consiste à accompagner les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté en leur proposant des actions d'insertion et un accès à la formation professionnelle afin de leur permettre de bénéficier, à titre gratuit, d'un parcours individualisé comportant un accompagnement à caractère pédagogique, social ou professionnel est qualifiée de service d'intérêt économique général au sens de l'article 106, paragraphe 2, du traité de l'Union européenne.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2023-315 du 21 septembre 2023, la Région Île-de-France a décidé d'attribuer une aide exceptionnelle à la mission locale MIEJ 4-93 de Montreuil d'un montant de 250 000 €, dans le cadre de la réalisation de ses missions dont le descriptif figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : 23R93MLMONF-EX – subvention exceptionnelle (référence dossier n° **23006571**).

Cette subvention exceptionnelle est attribuée au regard des dispositions prévues dans la convention annuelle d'objectif et de moyen de soutien financier régional aux missions locales, adoptée au CR2022-084 du 12 décembre 2022. Cette aide vise à compenser les difficultés financières que rencontre la mission locale.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les missions dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué en deux fois. Le premier versement à hauteur de 50% de la subvention sera versé après réception de la demande du bénéficiaire. La demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme. Le second versement est conditionné à la transmission et l'instruction par les services régionaux :

- du plan de trésorerie du premier semestre 2024 ;
- du plan de trésorerie prévisionnel du second semestre 2024.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 21 septembre 2023.

Elle prend fin soit au versement du solde de la subvention, soit par application de la règle de caducité définie à l'article 3.1 ci-dessus.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2023-315 du 21 septembre 2023.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires
originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire

Annexe 3 : Fiche projet EP Argenteuil

DOSSIER N° 23007395 - ECOLE DE PRODUCTION D'ARGENTEUIL (95) - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES

Dispositif : Soutien aux écoles de production (investissement) (n° 00001284)

Délibération Cadre : CP2022-150 du 23/03/2022

Imputation budgétaire : 902-256-20421-125010-400

Action : 12501001- Ecoles de production

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux écoles de production (investissement)	341 315,00 € HT	29,30 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE DE PRODUCTION D'ARGENTEUIL

Adresse administrative : 9 RUE JULES VERCRUYSSE
95100 ARGENTEUIL

Statut Juridique : Association

Représentant : Frédéric de OLIVEIRA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'équipements pédagogiques.

Dates prévisionnelles : 25 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'Ecole de Production d'Argenteuil, la Factory Academy, est un établissement privé d'enseignement à but non lucratif, qui appartient au réseau de la Fédération Nationale des Ecoles de Production. Elle prépare au CAP diplôme d'Etat - Conducteur d'installation de production (CIP) en deux ans conformément au référentiel académique. L'ambition de l'école est d'accompagner, de valoriser et de former des jeunes entre 15 et 18 ans à un métier industriel (métier de l'usinage). En confrontant les élèves à la réalité du monde professionnel, l'école répond aux besoins des entreprises en matière de recrutement. L'école doit procéder à l'acquisition de machines spécifiques afin les élèves puissent satisfaire des commandes d'entreprises ou de particuliers. La partie pratique/technique, d'une durée 25h/semaine, est transmise dans l'atelier, à l'aide des machines par des Maîtres Professionnels, experts dans leur domaine. Les matières théoriques sont de 10h/semaine, L'école de production ouvrira ses portes en octobre 2023 et formera 40 jeunes d'ici 2025. L'acquisition d'équipements pédagogiques comprendra des tours parallèles à chariotier et fileter, des fraiseuses universelles, une perceuse fraiseuse, deux centres d'usinage ainsi que des tours à banc incliné. Cet investissement est d'un montant total de 341 315 € HT.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements pédagogiques	341 315,00	100,00%
Total	341 315,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région Île-de-France	100 000,00	29,30%
Fondation Total Energies	241 315,00	70,70%
Total	341 315,00	100,00%